Notes ouest-africaines

Femmes et conflits en Afrique de l'Ouest

MARS 2020 **Nº 28**



Secrétariat du Club DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

OCDE
DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

NOTES OUEST-AFRICAINES mars 2020 N° 28

FEMMES ET CONFLITS EN AFRIQUE DE L'OUEST

Cette note a été rédigée par

Olivier J. Walther

Groupe de recherche sur le Sahel, Université de Floride

Secrétariat du Club DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

OCDE DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

NOTES OUEST-AFRICAINES

Les *Notes ouest-africaines* analysent les dynamiques socio-économiques, politiques et sécuritaires que traverse l'Afrique dans une perspective régionale et multidisciplinaire. Elles cherchent à stimuler la discussion, rassembler les informations et mieux anticiper les transformations en cours pour les politiques à venir. Elles visent à partager des études avec une large audience d'experts, de praticiens du développement, de décisionnaires et de lecteurs avertis. Les Notes sont disponibles en anglais et/ou en français ; les résumés dans les deux langues. Initiées par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) pour éclairer les enjeux ouest-africains, ces analyses sont préparées par son Secrétariat, ses membres et partenaires, les autres départements de l'OCDE, des organisations internationales et autres experts et chercheurs.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :
Walther, O. (2020), « Femmes et conflits en Afrique de l'Ouest »,
Notes ouest-africaines, N°28, Éditions OCDE, Paris.

https://doi.org/10.1787/d5004dd3-fr.

Contact auteur : owalther@ufl.edu

Notes ouest-africaines
ISSN 2415-1149

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Autorisé pour publication par Laurent Bossard, Directeur, Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (OCDE/CSAO).

Crédits photo : Couverture © Delphine Chedru.

© OCDE 2020

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation

Résumé

L'objectif de cette note est d'analyser l'évolution temporelle et spatiale des violences impliquant les femmes en Afrique de l'Ouest au cours des 20 dernières années. Une première partie montre que le nombre de victimes civiles des conflits ouest-africains dépasse désormais celui attribué aux batailles entre le gouvernement et les groupes armés. Le contrôle de la population civile est désormais devenu l'un des enjeux majeurs des insurrections de la région. Cette évolution conduit à une augmentation des violences faites aux femmes, qui sont souvent les premières victimes des luttes identitaires. Une seconde partie montre que les femmes participent également aux actes de violence, notamment par le biais des attentats-suicides dans le bassin du lac Tchad. Ce phénomène est cependant en forte diminution du fait de la perte de contrôle territorial de Boko Haram depuis le milieu des années 2010. En conclusion, la note souligne la nécessité de mettre en œuvre des stratégies contre-insurrectionnelles qui visent primordialement à protéger les populations, notamment les femmes.

Mots-clés : femmes, genre, conflit, violence, Afrique de l'Ouest
Codes JEL : D74, F51

À propos de l'auteur

Olivier J. Walther est professeur assistant au Département de géographie de l'Université de Floride aux États-Unis. Titulaire d'un doctorat en géographie de l'Université de Lausanne, Dr Walther oriente ses recherches sur le commerce et les conflits en Afrique de l'Ouest en utilisant l'analyse des réseaux sociaux. Ses travaux ont été financés par la NASA, les Nations Unies, l'OCDE, l'Union européenne, et les fonds de recherche du Luxembourg et du Danemark. Au sein du Groupe de recherche sur le Sahel de l'Université de Floride, il coordonne un programme de recherche consacré à l'insécurité régionale, financé par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) est une plateforme internationale indépendante. Son Secrétariat est hébergé au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Sa mission est de promouvoir des politiques régionales à même d'améliorer le bien-être économique et social des populations ouest-africaines. Ses objectifs spécifiques sont d'améliorer la gouvernance régionale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et d'analyser les transformations en cours dans la région et leurs implications en matière de politiques publiques. Ses Membres et partenaires sont l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Commission de la CEDEAO, le CILSS, les États-Unis, la Commission européenne, la France, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Suisse et la Commission de l'UEMOA. Le CSAO a également conclu un protocole d'accord (Memorandum of Understanding, MOU) avec l'Université de Floride (Groupe de recherche sur le Sahel).

En savoir plus :
www.oecd.org/csao

 © OCDE

Table des matières

RÉSUMÉ 6

LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES 9

LES VIOLENCES PAR LES FEMMES 13

MÉTHODOLOGIE 16

UNE AUGMENTATION DU NOMBRE DE VICTIMES CIVILES 18

UNE CONCENTRATION DES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES AU NIGÉRIA 22

DES ATTENTATS-SUICIDES EN DIMINUTION 26

PERSPECTIVES 30

RÉFÉRENCES 33

Cartes

Carte 1 Victimes de la violence politique, 2009-19 23

Carte 2 Victimes de violences politiques touchant les femmes, 2009-19 25

Carte 3 Attaques-suicides au Mali et dans la région du lac Tchad, par genre, 2011-19 28

Graphiques

Graphique 1 Taux d'alphabétisation par pays et par genre, 2018 10

Graphique 2 Index femmes, paix et sécurité en Afrique de l'Ouest, 2019 11

Graphique 3 Événements violents et victimes par mois en Afrique de l'Ouest, 1997-2019 19

Graphique 4 Nombre d'événements violent par mois et par type de violence, 1997-2019 20

Graphique 5 Événements violents et décès impliquant des civils, pour cent, 1997-2019 21

Graphique 6 Victimes de la violence politique par pays, pour cent, 1997-2019 22

Graphique 7 Attaques-suicides conduites par des femmes, 2014-19 29

Tableaux

Tableau 1 Attaques-suicides en Afrique de l'Ouest, 2011-19 27

Tableau 2 Attaques-suicides par pays et par genre, 2011-19 27

Résumé

Les conflits qui secouent l'Afrique de l'Ouest depuis la fin de la Guerre froide font un nombre croissant de victimes civiles. Près de 40 % des décès violents observés dans la région résultent de violences à l'encontre de populations non armées. Le nombre de décès liés aux violences contre les civils atteint 43 361 personnes sur la période 1997-2019. Plus des trois-quarts des décès résultant de ce type de violence (33 322) ont été enregistrés au cours de la dernière décennie.

Les femmes paient un lourd tribut à ces luttes armées, qui s'ajoutent aux discriminations structurelles qui pèsent sur leur représentation politique, leur activité économique et leur émancipation sociale dans la région. Cette tendance alarmante résulte de deux facteurs principaux : la stratégie délibérée des organisations extrémistes visant à terroriser les civils et l'incapacité des gouvernements à les protéger.

- Les femmes sont délibérément prises pour cible par les organisations islamistes, les milices créées en réaction à l'insécurité généralisée et également victimes des forces gouvernementales lors des opérations anti-insurrectionnelles. Dans le nord du Nigéria, où sévit Boko Haram, elles font l'objet d'attaques et d'enlèvements systématiques qui visent à les recruter comme main-d'œuvre servile, y compris à des fins sexuelles, ou comme informatrices et combattantes. Au Burkina Faso et au Mali, les femmes subissent les assauts des groupes armés et souffrent de la dégradation des conditions de vie en milieu rural et des migrations forcées.
- Les violences commises par des femmes prennent essentiellement la forme d'attentats-suicide contre des cibles gouvernementales ou civiles, un phénomène récent inspiré du *modus operandi* utilisé par Al-Qaida et l'État islamique qui touche exclusivement la région du lac Tchad. De juin 2011 à août 2019, 395 attaques-suicides ayant causé la mort de 4 346 personnes sont recensées, dont 80 attaques explicitement commises par des femmes ayant causé la mort de 885 personnes.

Cette évolution inquiétante pourrait être enrayée si les stratégies contre-insurrectionnelles des gouvernements de la région visaient d'autant à protéger les populations qu'à éliminer les insurgés.

Si l'objectif est de mettre fin aux conflits ouest-africains, les États de la région et leurs partenaires internationaux devraient promouvoir un modèle contre-insurrectionnel dans lequel les populations sont protégées avant toute chose.

- Parvenir à protéger les populations civiles nécessite tout d'abord que davantage de moyens militaires soient dédiés aux zones de conflits, notamment les régions rurales où le contrôle des États est traditionnellement plus faible et où les contraintes socioculturelles qui pèsent sur les civils, notamment les femmes, sont plus fortes. Les femmes sont les premières victimes de cette concentration des violences en milieu rural, là où elles sont les moins éduquées et les moins libres de participer à la vie publique et aux activités marchandes.

- Au-delà du renforcement des appareils militaires, la résolution des conflits ouest-africains passe par une augmentation des investissements civils dans les zones sujettes à l'insécurité. Davantage de pouvoirs doivent être attribués aux institutions civiles pour gagner le cœur et les esprits des populations. Le retour de la stabilité politique nécessite un retour des institutions publiques et de la police au cœur des sociétés. Ces principes permettent d'isoler les insurgés de la population civile et de lui redonner un espace d'expression démocratique.

L'investissement dans les institutions civiles devrait permettre de renforcer la cohésion territoriale des États de la région, aujourd'hui mise en péril par des infrastructures routières, éducatives, sanitaires et politiques qui privilégient les capitales politiques au détriment des provinces, notamment frontalières. La projection du pouvoir de l'État sur l'ensemble du territoire national est un préalable indispensable au renforcement de la cohésion nationale. Elle nécessite que soient renforcées les grandes infrastructures des nations qui, en rapprochant les villes des campagnes et les capitales des provinces, empêchent que se développent les mouvements indépendantistes ou identitaires aux marges des États.

Cette note analyse l'évolution temporelle et spatiale des violences impliquant les femmes en Afrique de l'Ouest au cours des 20 dernières années. Une première partie montre que le nombre de victimes civiles des conflits ouest-africains dépasse désormais celui attribué aux batailles entre le gouvernement et les groupes armés. Cette évolution s'explique par le fait que le contrôle de la population civile est devenu l'un des enjeux majeurs des insurrections de la région. Moins idéologiques que les luttes politiques ayant secoué le continent africain avant la chute du communisme, les conflits actuels visent plus explicitement les civils (OCDE/CSAO, 2020).

Cette évolution récente conduit à une augmentation des violences faites aux femmes, qui sont souvent les premières victimes des luttes identitaires visant à redéfinir les contours des sociétés ouest-africaines. De ce point de vue, l'accroissement des violences dirigées contre les femmes en Afrique de l'Ouest reflète une tendance plus générale enregistrée dans le reste du monde depuis 2018 (Kishi et al., 2019). La note montre à ce titre que le Nigéria est de très loin le principal foyer de violences d'Afrique de l'Ouest, aussi bien pour les populations civiles en général que pour les femmes en particulier. Entre 1997 et 2019, les conflits nigérians ont ainsi fait 69 000 victimes, soit plus de 63 % de la région. Près de 87 % des actes de violence commis contre les femmes sont recensés dans ce pays.

Les femmes ne sont pas uniquement victimes des conflits. La seconde partie de la note montre ainsi que certaines femmes jouent un rôle actif dans les attaques violentes menées contre les gouvernements et les civils de la région. Leur participation remet en cause le stéréotype selon lequel les hommes seraient destinés à commettre des actes de violence et les femmes à œuvrer en faveur de la paix. Une analyse des attentats-suicides commis dans la région montre que les femmes jouent un rôle prépondérant dans la violence terroriste dans le bassin du lac Tchad. Ce phénomène est cependant en forte diminution du fait de la perte de contrôle territorial de l'organisation jihadiste Boko Haram depuis le milieu des années 2010.

L'analyse s'appuie sur une cartographie détaillée des données mises à disposition par l'*Armed Conflict Location & Event Data Project* (ACLED), qui recense les violences politiques dans le monde depuis 1997. Ces données spatialisées permettent de représenter les variations temporelles et géographiques des violences dans la région et d'identifier les attaques visant explicitement les femmes, ainsi que la participation des femmes à des actes de violence. Leur nature géographique complète les indicateurs sociaux calculés à l'échelle des pays comme l'Index femmes, paix et sécurité (GIWPS et PRIO, 2019).

Les violences faites aux femmes

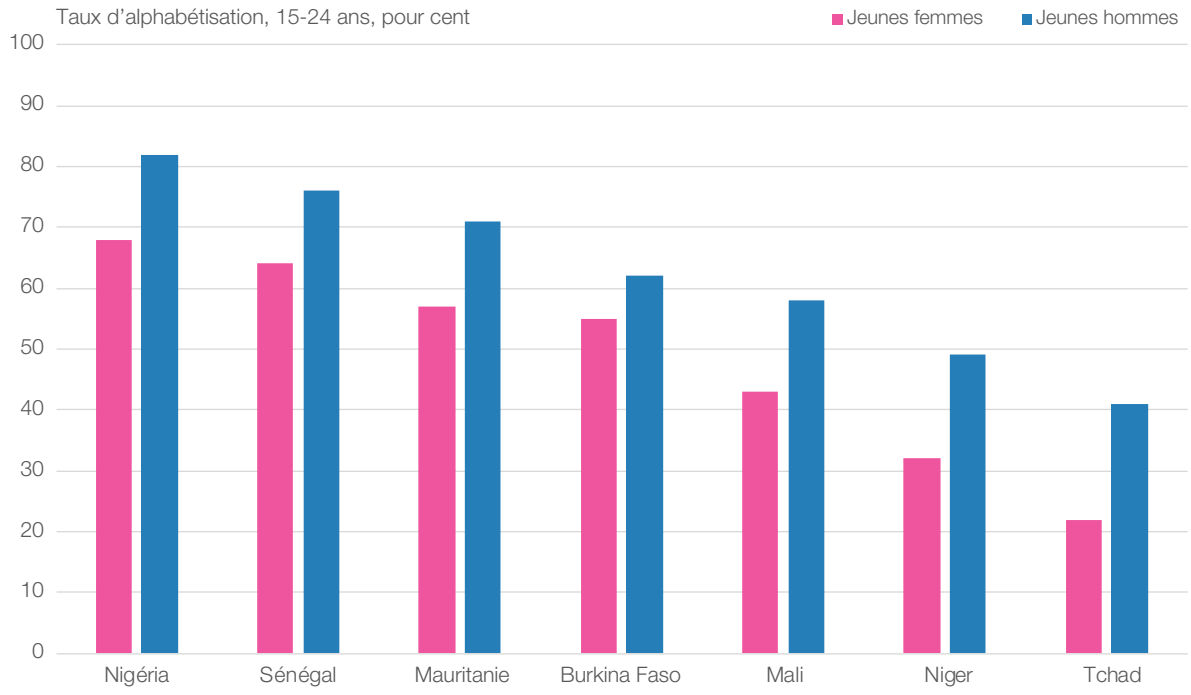
Les violences faites aux femmes d'Afrique de l'Ouest peuvent être structurelles ou intentionnelles. Les violences structurelles s'expliquent par la place sociétales des femmes qui les empêchent d'accéder aux soins de santé ou à l'éducation. Dans certains pays comme le Niger ou le Tchad, par exemple, les taux d'alphabétisation des femmes sont nettement inférieurs à ceux des hommes, ce qui limite leur participation à la vie politique et économique de la région (Graphique 1).

Les violences structurelles pénalisent également les femmes par le biais de lois formelles, religieuses ou coutumières limitant leur accès aux moyens de production et autres sources de revenus. Dans de nombreuses sociétés sahéliennes, par exemple, les femmes n'héritent au mieux que de la moitié de la part attribuée à leurs frères, quand bien même la législation des États modernes leur assure théoriquement la parité (OCDE/CSAO, 2019). Enfin, les violences structurelles s'expriment par le biais de normes culturelles qui forcent par exemple les femmes à se marier précocement et les encouragent à avoir un grand nombre d'enfants. Ces contraintes ont un effet négatif sur l'éducation, la santé et le revenu des femmes de la région.

Les violences intentionnelles résultent d'attaques délibérées contre les femmes de la part des gouvernements, des groupes armés, des gangs et des milices. Dans les zones de conflits, les femmes sont explicitement visées par les attaques, les enlèvements, les viols et l'exploitation sexuelle de certaines organisations extrémistes (Nations Unies, 2017). Dans le nord du Mali, l'insurrection menée par les organisations alliées à Al-Qaida en 2012 a conduit à une augmentation des viols et des mariages forcés dans les villes de Gao et de Tombouctou (Gorman et Chauzal, 2019). Dans la région du lac Tchad, des violences encore plus systématiques et de plus grande ampleur ont été perpétrées par Boko Haram à l'encontre des femmes musulmanes et chrétiennes depuis que l'organisation est entrée en lutte contre le gouvernement nigérian à la fin des années 2000 (ICG, 2016).

D'une manière générale, les violences sexuelles et les enlèvements sont les types les plus courants de violence faites aux femmes en Afrique, où elles représentent plus de 40 % des événements enregistrés depuis 2018 (Kishi et al., 2019). Cette tendance contraste avec celle observée au Moyen-Orient et en Asie, où les attaques conduites par les forces gouvernementales et au cours des émeutes sont les plus courantes respectivement. En Afrique, les

Graphique 1
Taux d'alphabétisation par pays et par genre, 2018

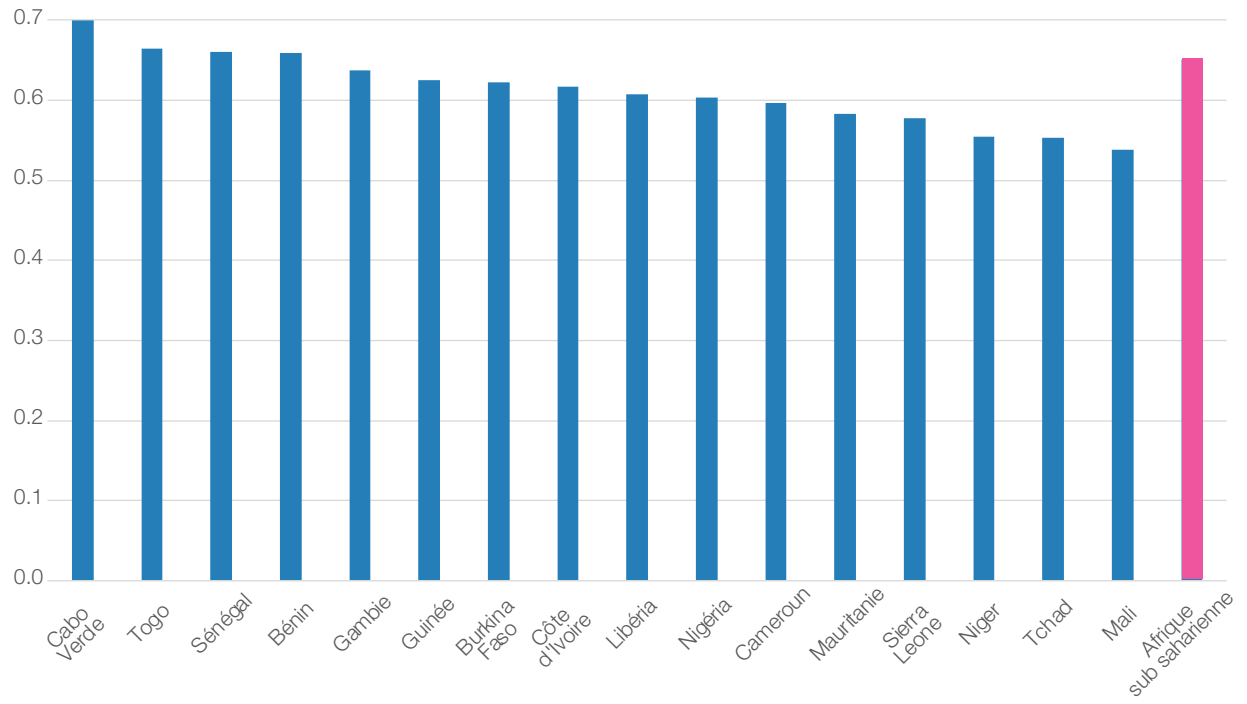


Source : Banque mondiale 2020

violences faites aux femmes sont perpétrées en premier lieu par des groupes armés non identifiés et secondairement par des milices ou gangs opérant pour le compte de certaines élites politiques (Kishi et Olsson, 2019). Les femmes sont aussi victimes des initiatives contre-insurrectionnelles menées par les États africains lorsque leurs armées se montrent peu regardantes des droits humains. Ces violences ont été particulièrement importantes lors de la reconquête du bassin du lac Tchad par le Nigéria et ses alliés de la Force multinationale mixte (MNJTF) à partir de 2015.

Dans la pratique, violences structurelles et violences intentionnelles se combinent. Les périodes de conflit ont tendance à exacerber ces inégalités de genre du fait que les femmes y sont explicitement visées par les mouvements extrémistes sous la forme de violences sexuelles, de mariages forcés et de prostitution (Nations Unies, 2019). Les zones de conflits sont aussi des zones où les inégalités de genre sont importantes, comme au Yémen, en Afghanistan et en Syrie. En d'autres termes, la parité entre les genres est favorable à une résolution pacifique des crises politiques (Forsberg et Olsson, 2016). Cette relation s'explique par le fait que les intérêts de l'ensemble de la société peuvent plus facilement s'exprimer dans un contexte social ouvert aux femmes que dans les sociétés où les femmes sont socialement et politiquement marginalisées.

Graphique 2
Index femmes, paix et sécurité en Afrique de l'Ouest, 2019



Source : GIWPS et PRIO 2019. Note : l'Index femmes, paix et sécurité comprend trois dimensions : inclusion, justice et sécurité.

La situation des femmes en Afrique de l'Ouest confirme les tendances observées à l'échelle globale : les États où les inégalités de genre sont importantes connaissent des crises politiques à haute intensité de violence (Caprioli et Boyer, 2005 ; Kishi, 2017). Le Mali, la Libye, le Soudan du Sud, le Soudan, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo et le Tchad figurent parmi les 12 pays où l'autonomie des femmes dans leur foyer, leur communauté et leur société est la plus faible du monde (GIWPS et PRIO, 2019).

La situation des femmes dans les pays d'Afrique de l'Ouest est moins enviable que celle de l'Afrique subsaharienne dans son ensemble (Graphique 2). Ces résultats s'expliquent notamment par une incidence plus grande des violences organisées (Cameroun, Mali et Nigéria), par des normes fortement discriminatoires à l'encontre des femmes dans leur lieu de travail (Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal), par une représentation des femmes nettement plus faible que la moyenne régionale dans les parlements nationaux (Bénin, Mali, Nigéria) et par des taux d'alphabétisation féminins très faibles partout sauf au Cabo Verde et au Nigéria.

Ces inégalités de genre freinent la pleine participation des femmes aux processus de médiation et de résolution des conflits. Au Mali, par exemple, certaines femmes sont engagées dans les processus de médiation entre le gouvernement et les groupes armés et de réinsertion d'anciens combattants (Gorman et Chauzal, 2019). Cependant, leur pouvoir de décision est fortement contraint par des normes sociales qui limitent leur participation aux affaires publiques à l'échelle villageoise et par une faible représentation dans les institutions régionales et nationales.

Les violences par les femmes

Le rôle des femmes dans la promotion et la participation à la violence politique a longtemps été sous-estimé. La violence féminine transgresse les normes sociales qui attribuent l'usage de la force aux hommes et a, de ce fait, souvent été jugée comme plus excessive que celle des hommes (Bhattacharya, 2019). L'histoire montre pourtant que la participation féminine aux actes de violence n'est guère récente (Stack-O'Connor, 2007). En Europe, le mouvement anarchiste de la fin du XIX^{e} siècle, par exemple, comptait un certain nombre de femmes dans ses rangs. Depuis lors, des femmes ont joué un rôle actif dans les fronts de libération palestiniens et sri-lankais et les mouvements d'extrême-gauche comme la Fraction armée rouge (RAF) en Allemagne, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Les organisations islamistes d'envergure locale (Veuves noires de Tchétchénie), régionale (Boko Haram) et globale (Al-Qaida, État islamique) possèdent également de nombreuses femmes dans leurs rangs.

Le degré d'implication des femmes dans les actes de violence politique varie fortement selon les conflits. Les femmes peuvent être sympathisantes des organisations extrémistes, activement mobilisées dans le recrutement de nouveaux membres et la promotion des objectifs de leur organisation, ou directement impliquées dans la poursuite d'actes de violence. Le groupe Boko Haram semble avoir utilisé l'ensemble de ces rôles au cours de sa courte et sanglante insurrection dans le nord-est du Nigéria (Galehan, 2019). Les femmes y ont ainsi été utilisées à la fois comme agents de recrutement, espionnes, travailleuses domestiques, esclaves sexuelles, combattantes et kamikazes (ICG, 2016). Comme pour les hommes, les femmes occupent souvent différentes fonctions au cours de leur processus de radicalisation (Bloom, 2019). Certaines femmes recrutées à des tâches ménagères ou administratives dans les organisations extrémistes peuvent ensuite occuper des fonctions combattantes allant jusqu'aux attentats-suicides.

La place accordée aux femmes au sein des organisations extrémistes varie selon leur orientation idéologique. Les organisations d'inspiration marxiste semblent mieux disposées à nommer des femmes à des positions dirigeantes et à employer des combattantes que les organisations islamistes (Wood et Thomas, 2017). Une particularité des organisations islamistes par rapport aux autres organisations extrémistes est de limiter la participation des femmes aux instances dirigeantes tout en encourageant leur

implication dans les attentats-suicides (Henshaw et al., 2019). Aucune des factions de Boko Haram, par exemple, n'est dirigée par une femme, quand bien même ces factions reconnaissent leur soutien matériel ou idéologique ainsi que leur emploi comme kamikazes (Bryson et Bukarti, 2018). Au-delà des attaques-suicides, l'importance des femmes dans le soutien idéologique et opérationnel aux organisations islamistes globales comme Al-Qaida doit être relevée : ce sont elles qui permettent à l'organisation de se perpétuer, grâce à l'éducation des enfants, et qui assurent l'équilibre financier des ménages quand l'homme devient un combattant engagé (Von Knop, 2007)

Les motivations qui conduisent les femmes à rejoindre ou participer aux attaques des organisations extrémistes sont très variables. Elles dépendent de facteurs personnels, communautaires et socio-économiques qui se combinent de façon différente selon les individus. En cela, les femmes qui participent à la violence ne sont guère différentes des hommes. Un profil-type est d'autant plus difficile à dessiner que le nombre de femmes impliquées dans les organisations extrémistes demeure comparativement faible par rapport au nombre d'hommes. Parmi les facteurs personnels les plus importants figurent l'idée de revanche après la mort d'un être aimé, le désir de rédemption par le sacrifice individuel, les relations entretenues avec d'autres membres du groupe, et le respect de la communauté (Bloom, 2019).

Ces facteurs peuvent être exacerbés par les conditions de vie, le manque d'accès à l'éducation, l'absence de perspectives professionnelles et la marginalisation visant les femmes dans leur société (Jahanbani et Willis, 2019). Contrairement à une idée courante, les femmes qui rejoignent les organisations extrémistes ne sont pas les plus démunies ou les moins éduquées (Bloom, 2019). Cette tendance est identique à celle observée auprès des terroristes masculins, qui possèdent dans de nombreuses organisations islamistes un niveau de formation (notamment technique) supérieur à la moyenne (Sageman, 2004).

En Afrique de l'Ouest, certaines femmes sont attirées par les mouvements réformistes pacifiques comme Izala (*Jama'at Izalat al Bid'a Wa Iqamat as Sunna*), ou violents comme Boko Haram, afin de renforcer leur autonomie au sein de leur communauté. Ces mouvements, qui s'appuient sur la loi islamique, ont pour particularité de favoriser l'accès des femmes à l'éducation religieuse et de promouvoir une part plus égalitaire à l'héritage que le droit coutumier. Dans certaines sociétés où les normes sociales imposent des contraintes insurmontables à l'émancipation des femmes, la participation aux mouvements réformistes offre, paradoxalement, une opportunité d'autonomisation partielle dans le cadre de la loi islamique. Dans le nord du Nigéria, par exemple, l'attrait de Boko Haram pour certaines femmes s'explique par les promesses d'une société plus égalitaire dans laquelle les discriminations coutumières seraient remplacées par une interprétation

stricte des textes religieux (Matfess, 2017). Loin de se limiter aux femmes, l'attrait des mouvements réformistes s'étend à toutes les catégories dominées des sociétés ouest-africaines dont l'autorité ne peut venir ni de l'âge, ni de la position dans une lignée familiale, ni de la possession de droits de propriété ou de ressources matérielles.

Du point de vue des organisations extrémistes, l'appel aux volontaires féminines s'explique tout d'abord par les avantages tactiques que les femmes ont dans certains actes terroristes, comme les attaques-suicides, du fait qu'elles éveillent moins de soupçons que les hommes (Nnam et al., 2018). Les attaques commises par les femmes remettent en cause le stéréotype selon lequel la violence est avant tout masculine et ont de ce fait un impact psychologique plus fort que celles des hommes (Bloom, 2019). Les revers subis par les organisations extrémistes au cours des dernières décennies expliquent également leur intérêt croissant pour de nouvelles recrues féminines. Al-Qaida et l'EI ont ainsi adopté un discours de propagande destiné spécifiquement aux femmes, qui les autorisent à participer aux actes terroristes et célèbrent leur contribution militaire à l'avènement d'une société gouvernée par des principes religieux (Von Knop, 2007).

Méthodologie

L'étude des violences impliquant les femmes ouest-africaines mobilise les données collectées dans le cadre de l'*Armed Conflict Location and Event Data Project* (ACLED), l'une des bases de données spatialisées les plus complètes portant sur la violence politique dans le monde (Raleigh et al., 2010). La base de données ACLED permet de couvrir 16 pays d'Afrique de l'Ouest de 1997 à 2019 : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Tchad, Togo (aucunes données ne sont disponibles pour le Cabo Verde).

Les violences contre les civils sont définies par ACLED (2017) comme des actes violents infligés délibérément par un groupe armé sur des individus non armés et non combattants. Par définition, les civils sont considérés comme non armés et non engagés dans des actes de violence motivés par des considérations politiques. Les auteurs des violences contre les civils peuvent être des acteurs étatiques et leurs alliés, des rebelles, des milices et des forces militaires étrangères. Les violences sexuelles, les attaques et les enlèvements sont les trois catégories principales de violence couramment exercées contre les civils, y compris les femmes.

Deux jeux de données sont utilisés pour qualifier l'évolution des violences faites aux femmes dans la région ainsi que la participation féminine aux actes de violence.

- D'une part, les données générales fournies par ACLED (2019a) permettent d'apprécier l'évolution temporelle et géographique de la violence politique en Afrique de l'Ouest, ainsi que le rôle du genre dans certains types de violence, comme les attentats-suicides. Cette note se concentre sur les événements violents et considère par conséquent trois grandes catégories d'événements : les batailles entre forces gouvernementales et acteurs non étatiques, les explosions et autres actes de violence commis à distance, et les violences contre les civils. Ces données couvrent la période allant du 1er janvier 1997 au 14 décembre 2019. Elles fournissent des informations détaillées sur la date, le lieu, le nombre de victimes, les coordonnées géographiques, les protagonistes, et le type de violence de 22 072 événements ayant causé la mort de 109 219 personnes.

  La base de données ACLED indique généralement le sexe du kamikaze dans la description des attaques-suicides, soit explicitement (« Two female suicide bombers detonated themselves »), soit par l'intermédiaire de son

modus operandi (« A suicide bomber kills herself and seven others at Sunday Market in Potiskum »). On suppose que les attaques dont le sexe de l'attaquant n'est pas mentionné sont commis par des hommes. Un nombre limité d'attaques-suicides ont été commises par des hommes et des femmes simultanément et sont comptabilisées comme des kamikazes féminines par souci de simplification.

- D'autre part, un jeu de données spécialement constitué par ACLED (2019b) permet de vérifier si les violences faites aux femmes ont connu une augmentation temporelle, quels sont les grands foyers de violence impliquant des femmes, et quels types de violence les femmes subissent dans la région. Ce fichier recense l'ensemble des événements violents ou pacifiques auxquels les femmes ont participé comme victime ou agent (Kishi et al., 2019). Il couvre la période allant du 6 janvier 1997 au 12 décembre 2019 et contient des informations détaillées sur 745 événements ayant causé la mort de 1 145 personnes.

  Le fichier répertorie par exemple l'ensemble des manifestations populaires dans lesquelles les femmes ont joué un rôle prépondérant et non l'ensemble des manifestations auxquelles les femmes ont participé. Le 3 avril 2017, par exemple, un collectif de femmes réunies dans le cadre du parti politique *All Progressive Congress* ont manifesté au siège du gouvernement de Makurdi dans l'État nigérian de Bénoué contre leur exclusion du processus de gouvernance (événement ACLED NIG10433). Le fichier recense également les événements au cours desquels les femmes ont été explicitement prises pour cible par des actes de violence. Le 6 avril 2019, par exemple, une milice peule présumée a attaqué trois villages dans l'État nigérian d'Anambra, tuant 6 civils, violant les femmes et blessant 30 personnes (événements ACLED NIG14377).

Une augmentation du nombre de victimes civiles

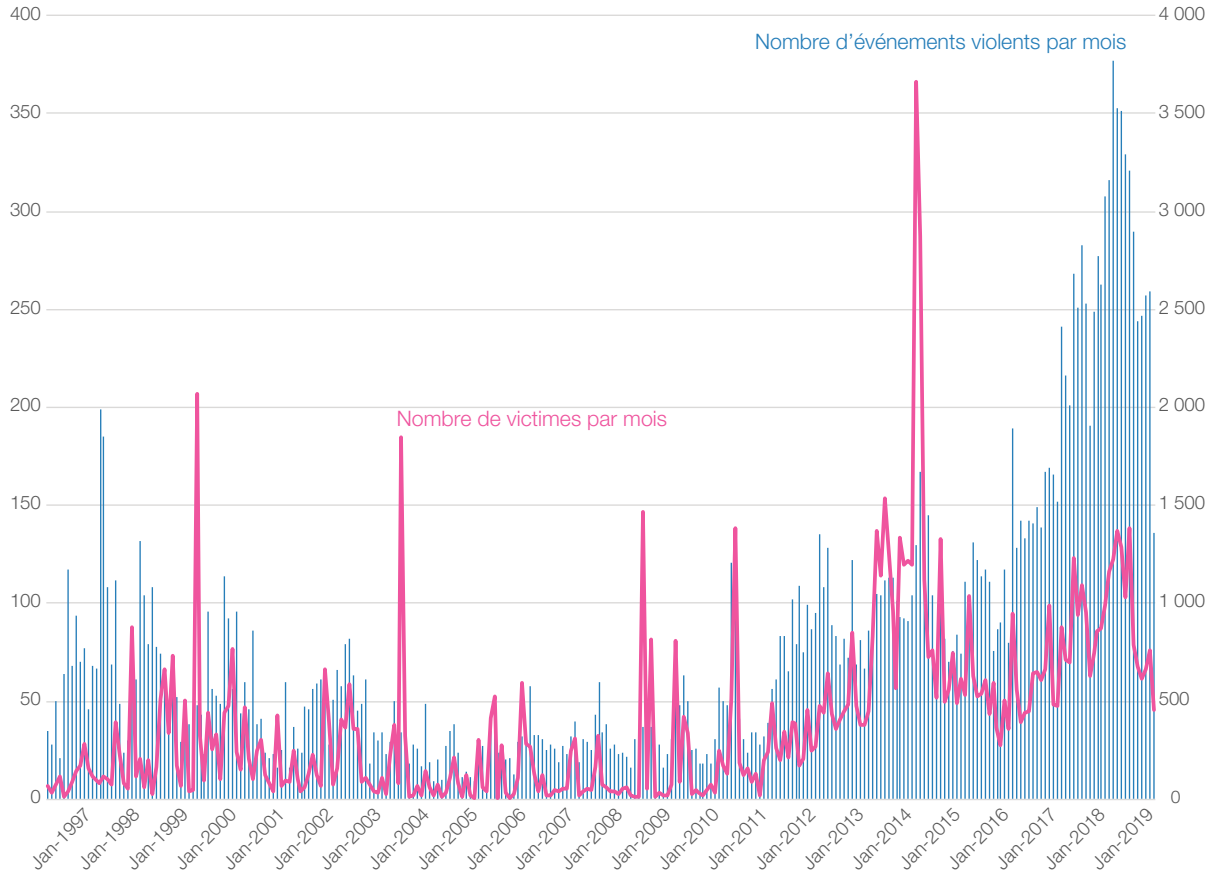
L'Afrique de l'Ouest a connu plusieurs vagues de violence au cours des 20 dernières années (Walther, 2017). Ces conflits résultent d'une combinaison de facteurs politiques qui se rapportent aux modes de gouvernance des élites postcoloniales, au partage national des ressources minières et des matières premières, à l'usage de l'ethnicité et de la religion à des fins politiques, et aux luttes d'intérêt pour la souveraineté nationale (OCDE/CSAO, 2020). Ces facteurs ont été exacerbés par la chute du communisme dans les années 90, qui a inauguré une période d'instabilité exceptionnelle sur le continent. Nombre d'États ouest-africains ont perdu des soutiens internationaux qui permettaient à leurs élites de se maintenir au pouvoir parfois au mépris des droits de l'homme et des principes de bonne gouvernance.

Les guerres civiles qui ont déchiré le golfe de Guinée dès la fin des années 80, en Sierra Leone, au Libéria, puis en Côte d'Ivoire, témoignent de cette difficile transition politique. Le retour relatif à la stabilité politique observé dans la région au cours des années 2000 n'a été que de courte durée. Dès la fin de la décennie, en effet, l'Afrique de l'Ouest connaît une augmentation spectaculaire du nombre d'événements politiques violents due au déclenchement de l'insurrection de Boko Haram dans le nord-est du Nigéria et de la guerre civile malienne, deux conflits qui s'étendent aujourd'hui aux pays voisins. Le nombre de victimes, qui ne dépassait pas le millier en 2008, atteint 2 609 en 2009 et 11 421 dix ans plus tard, l'année la plus meurtrière enregistrée depuis que des données détaillées sont disponibles en 1997 (Graphique 3).

Le nombre de décès liés aux violences contre les civils atteint 43 361 personnes sur la période 1997-2019. La dernière décennie a été nettement plus meurtrière pour les civils que la période précédente avec 33 322 personnes. Ainsi, plus des trois-quarts des décès résultant de ce type de violence ont été enregistrés au cours des 10 dernières années, qui coïncident avec le déclenchement de l'insurrection de Boko Haram.

Le nombre d'événements a connu une croissance nettement plus forte que celle du nombre de victimes depuis 2017, un signe que les attaques sont plus nombreuses mais en moyenne moins meurtrières qu'auparavant. Le pic spectaculaire du nombre de victimes observé en 2015 s'explique par les massacres conduits par Boko Haram dans la région

Graphique 3
Événements violents et victimes par mois en Afrique de l'Ouest, 1997-2019



Source : calculs de l'auteur à partir des données ACLED 2019a.

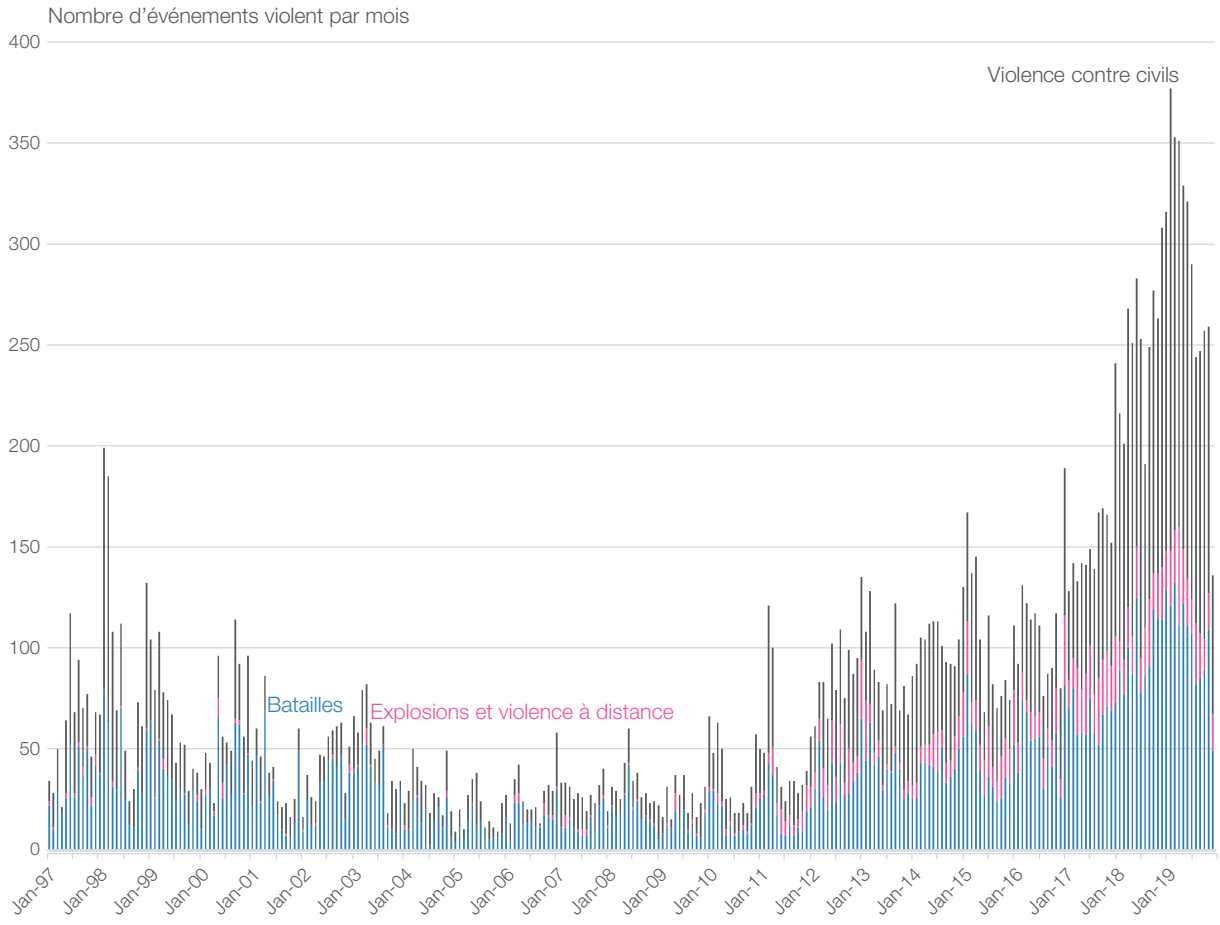
du lac Tchad et la contre-offensive menée par les États de la région sous l'égide de la MNJTF.

La forte augmentation des violences politiques enregistrée depuis une dizaine d'années a conduit à une hausse importante du nombre de victimes civiles, qui sont passées de 300 en 2008 avant le déclenchement de l'insurrection de Boko Haram à 1 453 en 2010 puis à 5 953 en 2014, l'année la plus meurtrière pour les civils ouest-africains jusqu'ici (Graphique 4).

Les chiffres les plus récents fournis par ACLED indiquent que, si la tendance à la détérioration de la situation politique se poursuit au Burkina Faso et au Mali, le nombre de victimes civiles en 2020 pourrait être le plus haut jamais atteint dans la région depuis la fin des conflits côtiers dans les années 90.

Graphique 4

Nombre d'événements violent par mois et par type de violence, 1997-2019



Source : calculs de l'auteur à partir des données ACLED 2019a.

Les victimes civiles représentent 40 % des événements et 56 % des décès enregistrés en 2019, leur plus haute proportion depuis 1997 (Graphique 5). La proportion d'événements violents impliquant des civils et du nombre de victimes civiles a connu de fortes variations temporelles dues aux différents cycles de conflits qui ont marqué la région. Le pic enregistré en 2004 sur le Graphique 5 s'explique par le conflit ivoirien, les violences des *Janjaweed* contre les camps de réfugiés soudanais au Tchad, les violences ethniques de la *Middle Belt* et l'insurrection de groupes armés dans le delta du fleuve Niger au Nigéria. Plus récemment, la proportion de victimes civiles a connu une brusque augmentation à partir du début des années 2010, principalement liée à l'offensive de Boko Haram. La faible proportion de victimes civiles enregistrée par ACLED au Nigéria en 2009 s'explique par le fait que les affrontements entre l'armée nigériane et Boko Haram à Maiduguri en juillet de cette année sont classés comme des batailles plutôt que comme des violences contre civils.

Graphique 5

Événements violents et décès impliquant des civils, pour cent, 1997-2019

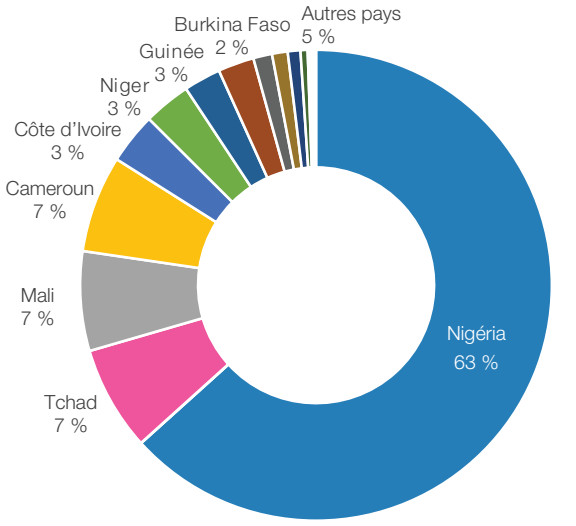


Source : calculs de l'auteur à partir des données ACLED 2019a.

Une concentration des violences faites aux femmes au Nigéria

La violence politique est inégalement distribuée dans l'espace ouest-africain (Carte 1). Le principal foyer d'instabilité est, de très loin, le Nigéria. Plus de 6 victimes sur 10 recensées sont décédées au Nigéria de 1997 à 2019, soit plus de 69 000 personnes (Graphique 6). Cette proportion dépasse 70 % sur les 10 dernières années (2009-19).

Graphique 6
Victimes de la violence politique par pays, pour cent, 1997-2019



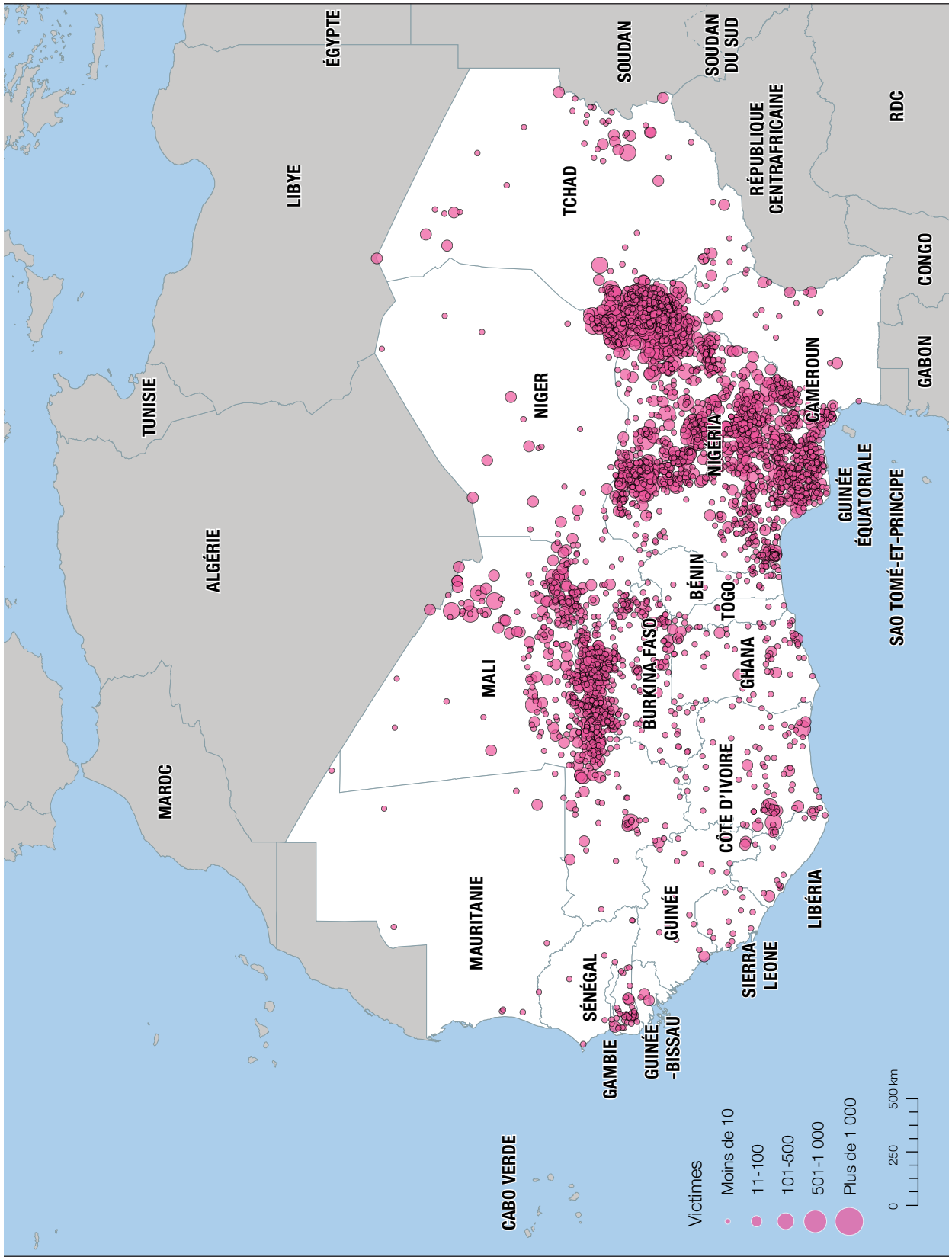
Source : calculs de l'auteur à partir des données ACLED 2019a.

Cette particularité s'explique par le fait que le Nigéria est en réalité secoué par trois grandes crises nettement plus meurtrières que les autres conflits de la région : l'insurrection de Boko Haram dans le nord-est, qui a fait plus de 39 000 victimes civiles et militaires, les violences communautaires dans la *Middle Belt*, et l'insurrection de groupes armés dans le delta du fleuve Niger. Loin de se limiter à l'État de Borno au nord-est du Nigéria, l'insurrection de Boko Haram affecte tous les pays limitrophes : le Tchad, le Cameroun et le Niger figurent ainsi parmi les cinq pays ayant connu le plus grand nombre de victimes après le Nigéria depuis 10 ans. À eux seuls, les pays riverains du lac Tchad recensent plus de 85 % de l'ensemble des victimes de la région depuis 2009, soit 68 394 personnes.

Les autres foyers d'instabilité de la région ont fait un nombre comparativement plus faible de victimes : moins de 7 500 victimes sont recensées au Mali et moins de 4 000 en Côte d'Ivoire par exemple. Le Cameroun a connu une augmentation fulgurante des violences politiques due à la crise du lac Tchad et à la guerre civile dans les régions anglophones de l'ouest du pays. Alors qu'une dizaine de victimes étaient comptabilisées par année jusqu'en 2013, 6 851 personnes ont été tuées entre 2014 et 2019, soit une moyenne

Carte 1

Victimes de la violence politique, 2009-19



Source : cartographie de l'auteur à partir des données ACLED 2019a.

annuelle de 1 141 décès. Le Burkina Faso semble en passe de suivre une évolution similaire, avec plus de 2 000 décès en 2019, contre moins d'une centaine par an avant 2016.

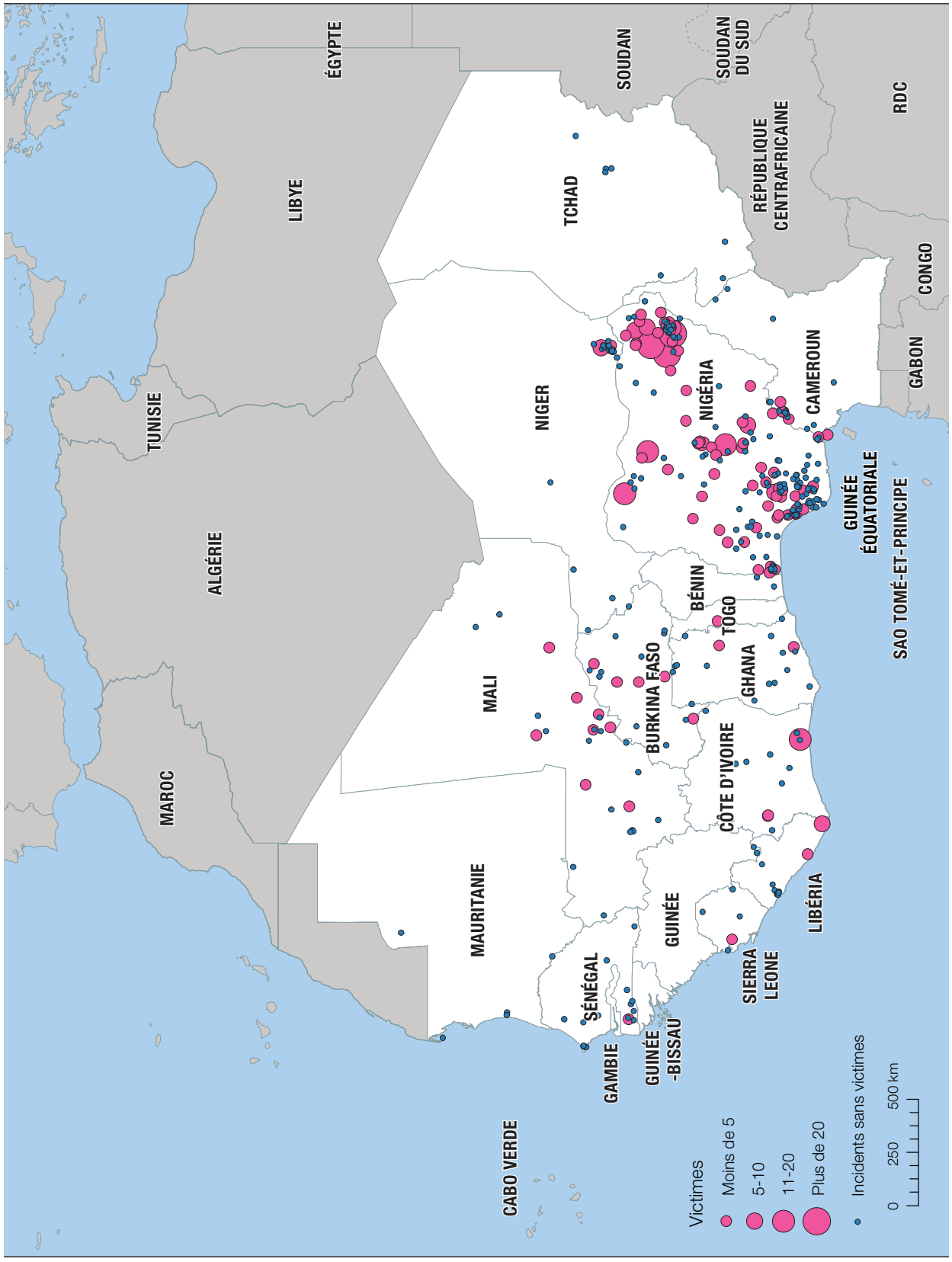
La géographie des attaques menées par les organisations extrémistes affiliés à Al-Qaida et à l'EI a connu de profondes transformations au cours des deux dernières décennies. Dans les premières années qui suivirent l'installation de ces organisations dans la bande sahélo-saharienne, les attaques étaient séparées par de très grandes distances, allant de la Mauritanie au Tchad (Skillicorn et al., 2019). Durant cette période, qui s'étend jusqu'au déclenchement de la guerre civile malienne en 2012, les organisations extrémistes étaient relativement peu contraintes dans leurs déplacements régionaux. Dans les années plus récentes, ces organisations se sont enracinées localement et certaines localités ont alors été attaquées de manière répétée (OCDE/CSAO, 2020), comme Bama au nord-est du Nigéria ou Ogossagou au centre du Mali. Cette évolution augmente le sentiment d'insécurité auprès des populations locales, favorise le développement de milices armées, et ébranle la légitimité des gouvernements, particulièrement en milieu rural où l'impunité des organisations extrémistes est la plus grande.

Les violences faites aux femmes reflètent le poids prépondérant du Nigéria à l'échelle régionale (Carte 2). Ainsi, 87 % des actes de violence touchant les femmes sont situés au Nigéria, une proportion encore plus importante que celle des victimes civiles en général. Les violences contre les civils représentent la très grande majorité (97 %) des violences impliquant les femmes reportées par ACLED. Les violences sexuelles représentent presque les trois-quarts des victimes (73 %), contre 24 % pour les attaques.

Les atrocités commises par Boko Haram expliquent en grande partie la forte concentration de victimes dans le nord-est du Nigéria à l'échelle régionale (Okolie-Osemene et Okolie-Osemene, 2019). L'exemple le plus emblématique de ces pratiques est l'enlèvement de 276 élèves de l'école secondaire de Chibok dans l'État de Borno par Boko Haram dans la nuit du 14 au 15 avril 2014. Cet événement très médiatisé reflète une politique d'enlèvements de plus en plus systématique de la part de Boko Haram à partir de 2014 (Onuhoa et George, 2015), qui vise tout particulièrement les femmes (Matfess, 2017). Le 14 décembre, par exemple, Boko Haram attaque le village de Gumsuri, proche de Chibok, tuant 32 personnes et enlevant entre 185 et 191 personnes, principalement des femmes et des enfants. Alors que les enfants sont utilisés comme soldats et porteurs, les femmes sont destinées à des fins ménagères et sexuelles. Boko Haram n'a pas l'exclusivité des violences commises contre les femmes dans la région. En mai 2004, par exemple, des violences communautaires entre chrétiens et musulmans conduisent à l'enlèvement de 200 à 300 femmes et enfants musulmans dans la région de Yelwa, dans l'État de Plateau, au Nigéria.

Carte 2

Victimes de violences politiques touchant les femmes, 2009-19



Source : cartographie de l'auteur à partir des données ACLED 2019b.

Des attentats-suicides en diminution

Les violences commises par des femmes en Afrique de l'Ouest prennent essentiellement la forme d'attentats-suicides. Ce phénomène inspiré du *modus operandi* utilisé par les organisations terroristes globales comme Al-Qaida et l'EI est un phénomène récent dont les premières manifestations sont observées au début des années 2010 (Tableau 1). De juin 2011 à août 2019, 395 attaques-suicides ayant causé la mort de 4 346 personnes sont recensées par ACLED, dont 80 attaques explicitement commises par des femmes ayant causé la mort de 885 personnes. Très médiatisées, ces attaques représentent moins de 2 % des événements violents et seulement 4 % des victimes enregistrées dans la région depuis 2011.

Le phénomène des attentats-suicides touche presque exclusivement la région du lac Tchad (Tableau 2). Plus de 80 % des victimes de toutes les attaques-suicides ont été enregistrées au Nigéria. Le Cameroun enregistre 12 % des victimes et 26 % des événements, un signe que Boko Haram y est moins meurtrier en moyenne qu'au Nigéria. C'est au Tchad que les attaques-suicides conduites par Boko Haram sont les plus meurtrières en moyenne, avec 19 victimes en moyenne par événement. Dans la région du lac Tchad, les attaques-suicides visent surtout les civils, qui représentent 76 % des victimes, contre seulement 6 % pour les cibles militaires et gouvernementales. Seules 20 attaques de ce type sont enregistrées au Mali (moins de 3 % du total), ce qui représente 116 victimes. Le Mali est clairement un cas particulier en raison de l'absence de kamikazes femmes. Ces chiffres confirment des études antérieures menées au Mali, qui notaient que les femmes jouent essentiellement un rôle d'informatrices et de soutien aux organisations extrémistes, sans toutefois être impliquées dans des actions combattantes (Gorman et Chauzal, 2019).

La géographie des attentats-suicides commis par les femmes est sensiblement différente de celle des hommes (Carte 3). D'une manière générale, les villes les plus touchées sont Maiduguri, la capitale de l'État de Borno (581 victimes), Kano dans l'État du même nom (451) et Potiskum dans l'État de Yobé (156). Cependant, la part des kamikazes femmes est nettement plus importante dans les États de Yobé (42.7 %) et de Borno (25.2 %), où se situent les origines historiques de Boko Haram, que dans l'État voisin de Kano (8.3 %). Ces chiffres sont nettement inférieurs à ceux reportés pour la période 2011-17, qui établissaient qu'au moins 56 % des

 © OCDE

Tableau 1
Attaques-suicides en Afrique de l'Ouest, 2011-19

Année	Nombre d'attaques-suicides	Nombre total d'attaques	Proportion d'attaques-suicides	Nombre de victimes des attaques-suicides	Nombre total de victimes	Proportion de victimes des attaques-suicides
2011	5	582	0.9	25	3 355	0.7
2012	25	994	2.5	393	3 633	10.8
2013	15	1 105	1.4	49	5 782	0.8
2014	30	1 206	2.5	684	13 046	5.2
2015	115	1 253	9.2	1 762	13 893	12.7
2016	47	1 248	3.8	408	6 403	6.4
2017	115	1 817	6.3	706	7 302	9.7
2018	35	3 001	1.2	248	10 606	2.3
2019	8	3 480	0.2	71	11 421	0.6
Total	395	22 072	1.8	4 346	109 219	4.0

Source : calculs de l'auteur à partir des données ACLED 2019a.

Tableau 2
Attaques-suicides par pays et par genre, 2011-19

	Nombre d'attaques	Nombre de victimes	Femmes responsables d'attaques (%)	Femmes responsables de victimes (%)
Cameroun	101	525	19.8	21.0
Tchad	8	154	37.5	37.0
Mali	20	116	0.0	0.0
Niger	5	34	20.0	5.9
Nigéria	261	3 517	21.5	20.4
Total	395	4 346	20.3	20.4
Lac Tchad	375	4 230	21.3	20.9

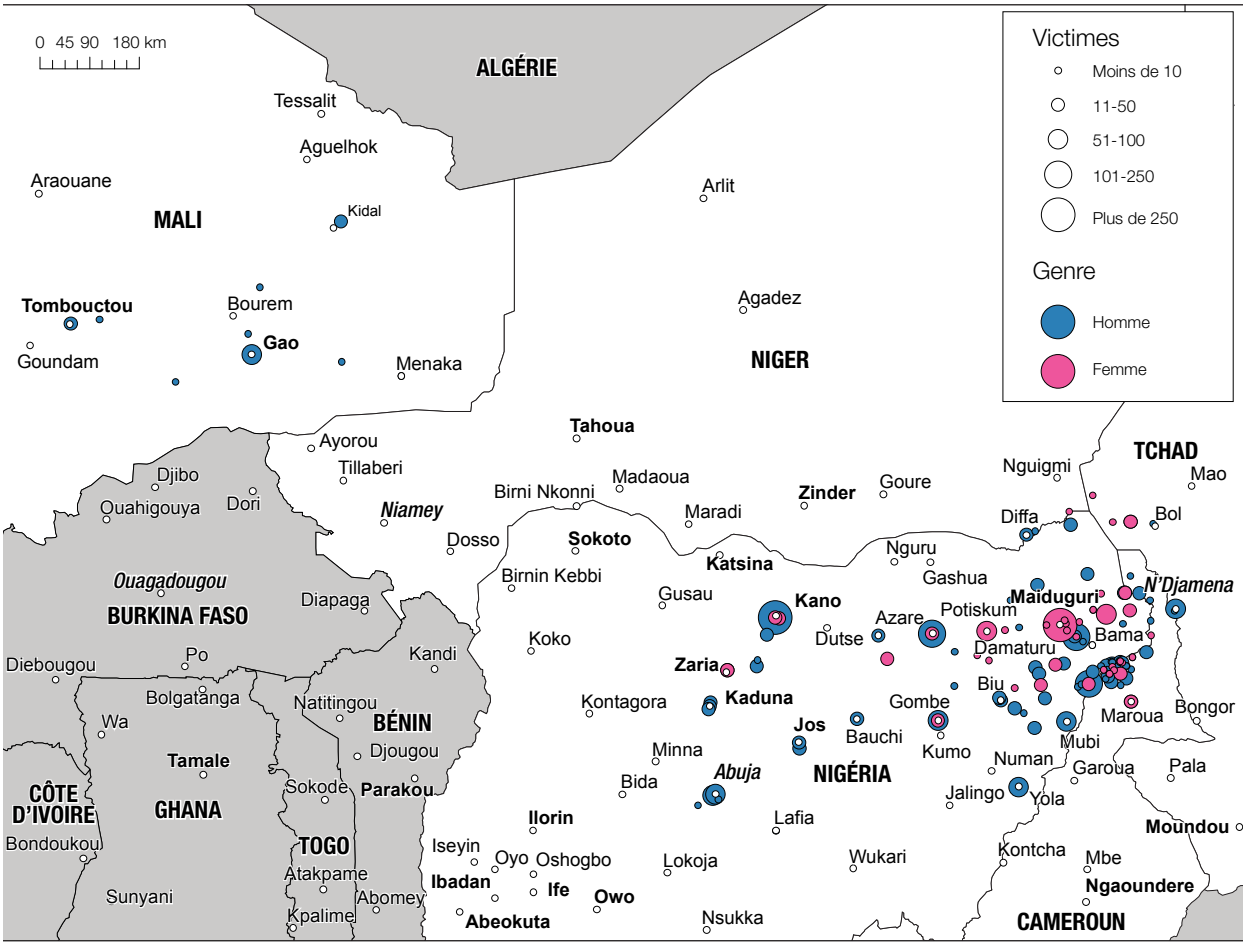
Source : calculs de l'auteur à partir des données ACLED 2019a.

238 attaques-suicides de Boko Haram avaient été commises par des femmes (Warner et Matfess, 2017).

Au cours de la dernière décennie, les kamikazes de Boko Haram s'adaptent aux initiatives sécuritaires prises dans la région. De 2011 à 2014, les attaques sont menées par des hommes, parfois déguisés en soldats ou portant une burqa de femme. La première attaque conduite par une femme enregistrée dans la base ACLED est conduite contre une caserne militaire dans la ville de Gombe le 8 juin 2014 : une femme meurt en déclenchant prématurément une bombe qui tue un soldat et en blesse un autre. L'*International Crisis Group* (2016 : 12) indique que le premier attentat-suicide commis par une femme remonterait à 2011, sans toutefois mentionner ni date précise ni localisation. À partir de la fin de l'année 2014, Boko Haram utilise un

Carte 3

Attaques-suicides au Mali et dans la région du lac Tchad, par genre, 2011-19

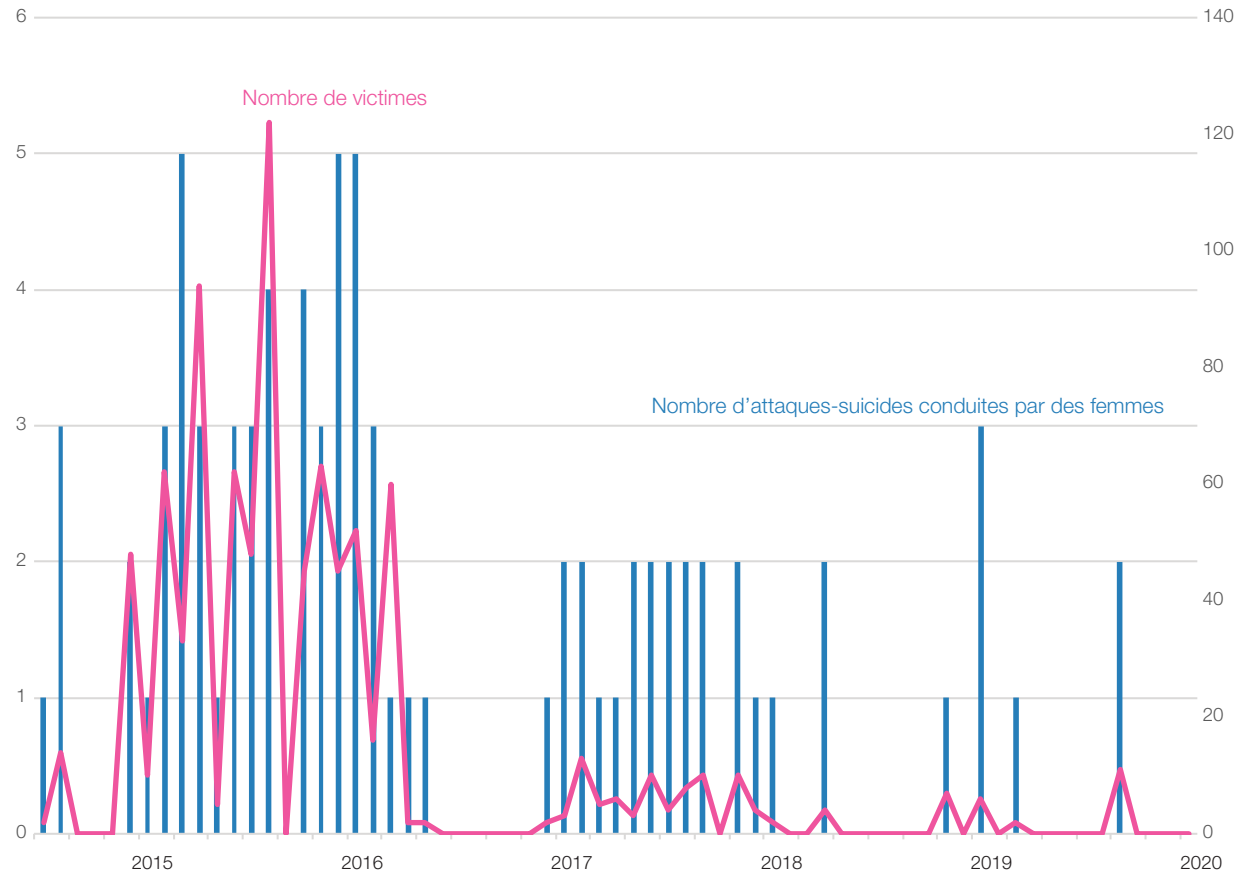


Source : cartographie de l'auteur à partir des données ACLED 2019a.

nombre croissant de femmes et d'enfants dans ses attaques-suicides. Dans la région du lac Tchad, les femmes prennent part à plus de 20 % des attaques-suicides, jusqu'à 37 % au Tchad, durant cette période.

Le nombre et l'intensité des attaques conduites par les femmes culminent en 2015, marquant l'apogée militaire de Boko Haram ainsi que le début de la contre-attaque menée conjointement par les forces nigérianes et leurs alliés de la MNJTF (Graphique 7). Bien que plusieurs attaques-suicides soient conduites par Boko Haram au Cameroun en 2017, le nombre d'événements et de victimes décroît fortement à mesure que Boko Haram perd son emprise territoriale sur le nord du Nigéria et se retire dans certaines zones inaccessibles des monts Mandara et du lac Tchad. La dernière attaque enregistrée dans la base de données ACLED utilisée dans cette note date d'août 2019.

Graphique 7
Attaques-suicides conduites par des femmes, 2014-19



Source : calculs de l'auteur à partir des données ACLED 2019a.

Les attentats-suicides sont conduits par Boko Haram pour leur impact tactique. Du fait des normes sociales, les femmes sont en effet moins suspectes de participer à des actes terroristes et peuvent de ce fait plus facilement contourner les mesures de sécurité prises par les forces gouvernementales et les comités de défense villageois. Elles peuvent cacher des explosifs sous leurs vêtements et bénéficier du fait que dans de nombreuses sociétés, les hommes ne sont pas autorisés à fouiller les femmes, pour introduire des bombes au plus proche de leurs cibles (Bhattacharya, 2019). L'impact humain des attaques-suicides est également à prendre en considération. Avec 11 victimes par incident en moyenne, ces attaques sont nettement plus meurtrières que les attaques de drones, les tirs de grenades et d'artillerie, ou les mines, qui font en moyenne 4.5 victimes par incident sur la période 2011-19. En revanche, les femmes kamikazes ne semblent pas plus meurtrières que les hommes : il n'y a aucune différence statistique entre leur nombre de victimes (10.98) et celui des hommes (11.06) de ce point de vue.

Perspectives

Les conflits qui secouent l'Afrique de l'Ouest depuis la fin de la Guerre froide font un nombre croissant de victimes civiles. Près de 40 % des décès liés aux conflicts observés dans la région résultent de violences à l'encontre de populations non armées et non combattantes. Les femmes paient un lourd tribut à ces luttes armées, qui s'ajoutent aux discriminations structurelles qui pèsent sur leur représentation politique, leur activité économique et leur émancipation sociale dans la région. Cette tendance alarmante résulte de deux facteurs principaux : la stratégie délibérée des organisations extrémistes visant à terroriser les civils et l'incapacité des gouvernements à les protéger.

Les organisations islamistes qui se sont développées dans la bande sahélo-saharienne ont fait du contrôle des populations civiles leur principal objectif militaire. Plutôt que de chercher à prendre le contrôle des capitales et à imposer un nouveau mode de gouvernement, comme nombre de rebelles avant eux, ces organisations sont primordialement motivées par la perspective de créer des ensembles territoriaux homogènes dans lesquels une interprétation littérale des textes religieux serait imposée. Les populations civiles, dont le cœur et l'esprit étaient traditionnellement convoités par les guérillas d'inspiration marxiste, sont directement visées par les organisations extrémistes ouest-africaines, qui exploitent leurs divisions internes, taxent leur labeur, et brisent leurs solidarités inter-ethniques.

Les femmes, en particulier, sont au cœur de ces stratégies identitaires visant à redéfinir les codes moraux. Elles sont prises pour cible par les organisations islamistes, les milices créées en réaction à l'insécurité généralisée et par les forces gouvernementales lors des opérations anti-insurrectionnelles. Dans le nord du Nigéria, elles font l'objet d'attaques et d'enlèvements systématiques qui visent à les recruter comme main-d'œuvre servile, y compris à des fins sexuelles, ou comme informatrices et combattantes. Au Burkina Faso et au Mali, les femmes subissent les assauts et les viols des groupes armés, souffrent de la dégradation des conditions de vie en milieu rural et sont soumises à des migrations forcées.

Cette évolution inquiétante pourrait être enrayée si les stratégies contre-insurrectionnelles des gouvernements de la région visaient à protéger les populations autant qu'à éliminer les insurgés. Pour reprendre un thème bien connu, encore que rarement mis en pratique, l'objectif des campagnes anti-insurrectionnelles est le contrôle de la population, et non

la destruction des forces adverses ou la conquête d'un territoire ennemi (Galula, 1964). Malheureusement, jusqu'ici, aucun État ouest-africain n'a réussi à mettre en place une politique de protection civile qui couvre effectivement l'ensemble des lieux habités.

Cette stratégie n'est pas durable : les insurrections ouest-africaines n'auront de solution que lorsque l'État sera capable de démontrer sa capacité à protéger les civils et à répondre à leurs aspirations. Cette note a par exemple montré que les femmes sont victimes à la fois de leurs attaquants et de leur marginalisation à l'intérieur de la société, qui pousse certaines d'entre elles à rejoindre les organisations extrémistes promettant un partage des ressources plus égal et moins ostentatoire que les institutions traditionnelles. Si l'objectif est de mettre fin aux conflits de la région, il convient de mettre en place un modèle contre-insurrectionnel dans lequel les populations sont protégées autant que possible en sachant que cela pourrait engendrer plus de victimes militaires. Ni les gouvernements de la région, ni leurs alliés occidentaux ne semblent s'inscrire dans cette logique.

La protection des populations civiles est particulièrement difficile à atteindre en milieu rural, où le contrôle des États est plus faible qu'en ville et où les contraintes socio-culturelles qui pèsent sur les civils, notamment les femmes, sont plus pesantes. Les femmes sont les premières victimes de cette concentration des violences en milieu rural, là où elles sont les moins éduquées et le moins libres de participer à la vie publique et aux activités marchandes.

Parvenir à protéger les populations civiles en général, et les femmes en particulier, nécessite tout d'abord que davantage de moyens militaires soient dédiés aux zones de conflits. Cette stratégie passe par l'établissement de petites unités vivant au plus proche des populations, plutôt que par l'établissements de camps fortifiés, comme cela est bien souvent le cas au Sahel actuellement. Elle est cependant bien illusoire dans la plupart des pays ouest-africains, compte tenu de la taille modeste des contingents existants et de leur faible degré de professionnalisme. En comptant un ratio de 20 à 25 troupes pour 1 000 habitants, il faudrait par exemple entre 90 000 et 112 500 soldats pour protéger efficacement les civils des régions de Tombouctou, Kidal, Gao et Mopti, soit trois fois les effectifs théoriques pouvant être mobilisés par le Mali et ses partenaires (OCDE/CSAO, 2020).

Au-delà du renforcement des appareils militaires, la résolution des conflits ouest-africains passe par une augmentation des investissements civils dans les zones sujettes à l'insécurité. Davantage de pouvoirs doivent être attribués aux institutions civiles si l'objectif est de reconstruire un contrat social avec les populations. Nombre de conflits sont alimentés par des revendications locales relatives au partage des eaux, des pâturages et autres ressources

minérales, qui ne peuvent être réglés par des solutions militaires. Le retour de la stabilité politique nécessite un retour des institutions publiques et de la police au cœur des sociétés. Ces principes permettent d'isoler les insurgés de la population civile et de recréer un espace d'expression démocratique, aujourd'hui accaparé par les organisations extrémistes.

L'investissement dans les institutions civiles devrait permettre de renforcer la cohésion territoriale des États de la région, aujourd'hui mise en péril par des infrastructures physiques, éducatives, sanitaires et politiques privilégiant les capitales politiques au détriment des provinces. Le réseau de transport en est l'une des illustrations les plus dramatiques. Exception faite de certains grands axes transversaux réalisés dans l'euphorie des premières décennies suivant les indépendances, les réseaux de transport ouest-africains peinent à relier efficacement les centres de décision à leurs périphéries. Ils délaissent notamment les régions frontalières dans lesquelles peuvent se développer les mouvements indépendantistes ou identitaires.

Le nord du Mali, par exemple, demeure séparé physiquement du reste du pays du fait de l'absence de grands axes de transport le reliant à la boucle du Niger, et coupé politiquement de l'administration malienne depuis le milieu des années 2010. Le retour d'un petit contingent de soldats maliens à Kidal en février 2020, cinq ans après la signature des Accords de paix d'Alger et sous escorte des Nations Unies, illustre bien le chemin à parcourir avant que le pouvoir des États et sa capacité à résoudre les conflits s'étendent à l'ensemble du territoire national.

Références

ACLED (2017), Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), Codebook, www.acleddata.com/resources/general-guides.

ACLED (2019a), Data on North, Central and West Africa, www.acleddata.com/data.

ACLED (2019b), Political Violence Targeting Women & Demonstrations Featuring Women Dataset, www.acleddata.com/curated-data-files.

Banque mondiale (2020), Literacy rate, youth male and youth female (% of males and females ages 15-24), https://data.worldbank.org/indicator/SE.ADT.1524.LT.MA.ZS.

Bhattacharya, S. (2019), « Gender, insurgency, and terrorism: introduction to the special issue », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 30, n° 6-7, pp. 1077-1088.

Bloom, M. (2012), *Bombshell : Women and Terrorism*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie.

Bryson, R. et A.B. Bukarti (2018), « Boko Haram's Split on Women in Combat », Tony Blair Institute for Global Change.

Caprioli, M. et M.A. Boyer (2001), « Gender, violence, and international crisis », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 45, n° 4, pp. 503-518.

OCDE/CSAO (2020), *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions de l'OCDE, Paris.

OCDE/CSAO (2019), *Femmes et réseaux marchands en Afrique de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions de l'OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/2466d2f7-fr.

Forsberg, E. et L. Olsson (2016), « Gender inequality and internal conflict », *Oxford Research Encyclopedia of Politics*, DOI:10.1093/acrefore/9780190228637.013.34.

Galehan, J. (2019), « Instruments of violence: Female suicide bombers of Boko Haram », *International Journal of Law, Crime and Justice*, vol. 58, pp. 113-123.

Galula, D. (1964), *Counterinsurgency Warfare. Theory and Practice*, Praeger Security International, Westport.

GIWPS et PRIO (2019), *Peace and Security Index 2019/20: Tracking sustainable peace through inclusion, justice, and security for women,* Washington, DC: Georgetown Institute for Women, Peace and Security et Oslo, Peace Research Institute.

Gorman, Z. et G. Chauzal (2019), « Hand in hand : A study of insecurity and gender in Mali », SIPRI Insights on Peace and Security.

Henshaw, A., J. Eric-Udorie, H. Godefa, K. Howley, C. Jeon, E. Sweezy et K. Zhao (2019), « Understanding women at war : a mixed-methods exploration of leadership in non-state armed groups », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 30, n° 6-7, pp. 1089-1116.

ICG (2016), « Nigéria : les femmes et Boko Haram », *Rapport Afrique* n° 242, International Crisis Group, Bruxelles.

Jahanbani, N.P. et C.N. Willis (2019), « The ballot or the bomb belt: the roots of female suicide terrorism before and after 9/11 », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 30, n° 6-7, pp.1117-1150.

Kishi, R. (2017), *Gender-based violence and women's political participation*, ACLED report, 2 août.

Kishi, R. (2017), *Gender, inclusion and conflict*, ACLED special report, 27 décembre.

Kishi, R., M. Pavlik et H. Matfess (2019), *Terribly and terrifying normal. Political violence targeting women*, ACLED report, mai.

Kishi, R. et L. Olsson (2019), « How does political violence target women? », *GPS Policy Brief* 2.

Matfess, H. (2017), *Women and the war on Boko Haram : Wives, weapons, witnesses*, Zed Books, Londres.

Nations Unies (2019), *Les femmes et la paix et la sécurité, Rapport du Secrétaire général*, S/2019/800, New York.

Références

Nations Unies (2017), *Rapport du Secrétaire général sur les violences sexuelles liées aux conflits*, S/2017/249, New York.

Nnam, M.U., Arua, M.C. et M.S. Otu (2018), « The use of women and children in suicide bombing by the Boko Haram terrorist group in Nigeria », *Aggression and Violent Behavior*, vol. 42, pp. 35-42.

Okolie-Osemene, J. et R.I. Okolie-Osemene (2019), « Nigerian women and the trends of kidnapping in the era of Boko Haram insurgency: Patterns and evolution », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 30, n° 6-7, pp. 1151-1168.

Onuoha, F.C. et T.A. George (2015), « Boko Haram's use of female suicide bombing in Nigeria », *Aljazeera Centre for Studies* 3.

Raleigh, C., A. Linke, H. Hegre et J. Karlsen (2010), « Introducing ACLED: an armed conflict location and event dataset », *Journal of Peace Research*, vol. 47, n° 5, pp. 651-660.

Sageman, M. (2004), *Understanding Terror Networks*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie.

Skillicorn, D., O. Walther, C. Leuprecht et Q. Zheng (2019), « The diffusion and permeability of political violence in North and West Africa », *Terrorism and Political Violence,* DOI:10.1080/09546553.2019.1598388.

Stack-O'Connor, A. (2007), « Picked last: Women and terrorism », *Joint Force Quarterly*, vol. 44, pp. 95-100.

Von Knop, K. (2007), « The female jihad: Al Qaeda's women », *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 30, n° 5, pp. 397-414.

Walther, O. (2017), « Guerres et conflits au Sahara-Sahel », *Notes ouest-africaines*, No. 10, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/04bdd7aa-fr.

Warner, J. et H. Matfess (2017), « Exploding stereotypes: The unexpected operational and demographic characteristics of Boko Haram's suicide bombers », Combating Terrorism Center, West Point, août.

Wood, R. M. et J.L. Thomas (2017), « Women on the frontline: Rebel group ideology and women's participation in violent rebellion », *Journal of Peace Research*, vol. 54, n° 1, pp. 31-46.

Notes ouest-africaines

Femmes et conflits en Afrique de l'Ouest

L'objectif de cette note est d'analyser l'évolution temporelle et spatiale des violences impliquant les femmes en Afrique de l'Ouest au cours des 20 dernières années. Une première partie montre que le nombre de victimes civiles des conflits ouest-africains dépasse désormais celui attribué aux batailles entre le gouvernement et les groupes armés. Le contrôle de la population civile est désormais devenu l'un des enjeux majeurs des insurrections de la région. Cette évolution conduit à une augmentation des violences faites aux femmes, qui sont souvent les premières victimes des luttes identitaires. Une seconde partie montre que les femmes participent également aux actes de violence, notamment par le biais des attentats-suicides dans le bassin du lac Tchad. Ce phénomène est cependant en forte diminution du fait de la perte de contrôle territorial de Boko Haram depuis le milieu des années 2010. En conclusion, la note souligne la nécessité de mettre en œuvre des stratégies contre-insurrectionnelles qui visent primordialement à protéger les populations, notamment les femmes.

Ces travaux sont publiés dans la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données de l'OCDE.

Visitez www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

éditionsOCDE